



AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE
AFROCENTRICITY THINK TANK

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

KANAL K

Sylvain Amos : Journaliste,
Emission : « Fenêtre sur l'Afrique »
Samedi 21 juillet 2012, 19h00 - 21h00
Radio Kanal K, Aarau, Suisse
Contact : fenetre.afrique@gmail.com
Tel: 0041 78 949 19 14

Invité : Dr Yves Ekoué Amaïzo, Directeur de Afrocentricity Think Tank (groupe d'influence) :
Email : yeamaizo@afrocentricity.info - Heure de passage : 20h30
Les commentaires de Dr Yves Ekoué Amaïzo sont proposés ci-après.

Questions de Kanal K (modérateur Sylvain Amos - SA)
Thème du jour : Tour d'horizon sur l'actualité panafricaine.

Union africaine

Question 1 – UA - SA : *Pour la première fois une femme va diriger l'Union Africaine. Etes-vous surpris par cette nomination ?*

YEA – Réponses :

1. Je souhaite d'abord vous remercier personnellement pour tout le travail d'information que vous faites avec Kanal K et rappelle à tous que Mr Amos a d'autant plus de mérite que les financements se font sur ses propres fonds. Toute contribution de soutien ne peut qu'être bienvenue pour permettre à Kanal K de continuer à nous informer.
2. La victoire de Mme Dlimina Zuma me réjouit à plusieurs titres. C'est la démocratie qui a gagné au sein de la commission de l'Union africaine
3. C'est une femme compétente venant d'un grand pays qui prend la tête de l'UA. La renaissance africaine étant la devise de l'Afrique du Sud, il y a des chances que l'UA avance un peu vers plus de fédération et surtout plus de décentralisation des pouvoirs vers les organisations supranationales.
4. La sortie de Jean Ping six mois après sa non-sélection en janvier 2012 par l'UA est une perte de temps pour l'Afrique. En effet, les textes de l'UA prévoient que ce soit le Président adjoint qui fasse l'intérim. Mais les chefs d'Etat africains qui ont du mal à accepter les textes qu'ils se sont donnés, ont préféré garder Jean Ping pour 6 mois supplémentaires sans qu'aucun résultat tangible ne soit signalé. Enfin, il n'y a pas eu de véritables bilans de la « diplomatie souterraine » de Jean Ping. La véritable joie est que Jean Ping fait partie de ces dirigeants africains qui ont été imposés par des régimes africains où la contrevérité des urnes a perduré longtemps. Donc, c'est aussi la fin des conciliabules pour promouvoir des dirigeants qui défendent les intérêts catégoriels plutôt que ceux des populations. L'ingérence occidentale en Côte d'ivoire et en Libye et l'enlisement au Mali sont là pour montrer la qualité de la gestion de Jean Ping. Mais l'UA a été très silencieuse sur les révolutions et les mouvements populaires du printemps arabe en Tunisie et en Egypte.
5. Rappelons que l'année 2011 a été une année difficile pour le continent africain avec les révolutions, les coups d'Etat violents, les contrevérités des urnes suivies de crises politiques. La principale mission de l'UA qui consiste à « *renforcer la paix et promouvoir l'unité et le développement* »



du continent » n'a pas été honorée. Nous constatons de nombreuses insuffisances tant dans les moyens mis à disposition et les stratégies peu lisibles, voire troubles, mises en œuvre sous un Président en exercice assez mou (Guinée Equatoriale) et un Président de la Commission de l'UA qui préfère la diplomatie de l'ombre qu'il convient de redéfinir comme la diplomatie du sous-marin.

6. Depuis sa création en 1999 suite à la dissolution de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'Union africaine brille plus par son impuissance dans les crises post-électorales et sa langue de bois clamant que les élections se passent bien dès lors qu'il y a statu quo.
7. Il ne faut donc pas s'étonner que de nombreux africains doutent de la capacité de l'UA à remplir sa mission dès lors que les chefs d'Etat refusent de payer pour doter l'institution de moyens adéquats. Bref, l'UA brille par son flou, ses imprécisions et sa langue de bois. Peut-être justement que cela va changer avec une femme de l'Afrique du sud qui n'a jamais eu sa langue dans sa poche.

Question 2 - UA - SA : *Le Président béninois Yayi Boni affirmait sur Radio France International (RFI) cette semaine que la victoire de Mme Nkosazana Dlamini Zuma est une victoire pour toute l'Afrique. Il a également félicité l'ancien Président de l'UA Jean Ping pour son travail pendant son mandat. Quel bilan faites-vous du mandat de Jean Ping à la tête de l'UA ?*

YEA – Réponses :

1. Le Président Yayi Boni est dans son rôle de Président en exercice, c'est donc la langue de bois. Je rappelle qu'il a oublié de faire le bilan de Jean Ping.
2. Pour ma part, ce bilan n'est pas bon mais Jean Ping n'est pas le seul responsable. Je rappelle que le budget de la commission de l'UA était de 274 millions de \$US pour gérer 54 Etats-membres et près de 1 milliard d'Africains. En comparaison, l'Union européenne à 27 Etats gère 274 milliards de \$US. Donc, les Etats africains sont les vrais fautifs et responsables qui refusent de financer cette organisation. Les Etats y envoient souvent des cadres dont ils ne souhaitent pas garder les services au pays. En réalité, si l'on regarde le budget régulier, seul 5 pays sur les 54 Etats-membres payent régulièrement leur contribution annuelle. Il s'agit de la Libye, de l'Egypte, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie et du Nigeria et accessoirement la Guinée Equatoriale et le Ghana.
3. Pour ce qui est du budget opérationnel qui permet de mettre en œuvre les programmes notamment les forces militaires, ce sont les pays non Africains notamment l'Union européenne qui contribuent. C'est Jean Ping qui a d'ailleurs constaté qu'en 2010, 77 % du budget opérationnel venaient de l'UE. Autrement dit, quand l'UE décide que l'UA ne mettra pas en œuvre tel ou tel programme, c'est bloqué. C'est ainsi que pour faire l'étude de faisabilité de la Banque centrale africaine, ce fut un budget de l'Union européenne et l'étude fut confiée à un géographe de formation qui estimait qu'il suffisait de faire la même chose que la Banque centrale européenne... bref, tant que les chefs d'Etat n'ont pas compris que la Commission doit être dotée à plus de 60 % par des fonds africains, rien ne sera facile, y compris pour Mme Dlamini Zuma, sauf qu'elle pourra de temps à autre bénéficier d'un budget substantiel de l'Afrique du sud. Il faudra d'ailleurs veiller à ce que la Commission de l'UA ne se transforme pas en une succursale de l'Etat sud-africain.



Question 3 - UA - SA : *Est-ce que vous pensez que l'ex-Ministre de l'intérieur sud-africain sera capable de gérer les problèmes politiques qui minent depuis longtemps l'Union Africaine ? Rappelons que plusieurs chefs d'Etats étaient divisés lors de la crise ivoirienne et libyenne.*

YEA – Réponses :

1. Votre question a des sous-entendus. Bien sûr qu'une femme est capable, de surcroît une femme très compétente qui a les idées claires et sait trancher, de prendre ses responsabilités sans chercher à s'aligner sur les pays occidentaux.
2. Le problème est d'abord les contributions et le mode décisionnel des chefs d'Etat qui considèrent encore trop l'UA comme un simple secrétariat et ne semblent pas souvent engagés par les décisions de l'UA. Autrement dit, si les chefs d'Etat ne se mettent pas d'accord sur une position commune, il est difficile pour l'UA d'agir. Même sur la crise ivoirienne et libyenne, la majorité des dirigeants africains étaient contre l'intervention occidentale.
3. Mais certains sont allés faire des arrangements directement avec la France et d'autres, je pense au Gabon, l'Afrique du Sud et le Nigéria, et n'ont pas eu le courage de voter non au conseil de sécurité contre la résolution de l'ONU, en fait de la France, qui promouvait l'intervention militaire sur le sol africain. Le Mali n'est qu'une conséquence de tout ceci et le coût pour la population malienne est incalculable.
4. Espérons que le Président François Hollande sera en mesure de corriger le tir de son prédécesseur comme il semble tenté de le faire pour le cas de la Tunisie, suite à la visite officielle du Président tunisien en France la semaine il y a quelques jours.

Question 4 - UA - SA : *Beaucoup d'observateurs de la vie politique africaine estiment que la souveraineté de l'Afrique est en danger surtout lorsqu'on parle de l'ingérence de l'Occident dans l'affaire politique des pays africains. Pensez-vous que Mme Nkosazana Dlamini Zuma formera une Union Africaine anti-occidentale ? On connaît quand même la position de l'Afrique du Sud dans la crise ivoirienne et libyenne.*

YEA – Réponses :

1. Je pense que vous surestimez un peu trop les ingérences occidentales. En réalité, c'est le manque d'unité des dirigeants africains, l'absence d'un panafricanisme géoéconomique et souvent le choix de la facilité dans les relations politiques qui amènent certains dirigeants africains à s'aligner sur les positions occidentales aux dépens des intérêts des populations africaines. Cela ne veut pas dire que l'ingérence occidentale n'existe pas. Mais elle prend de plus en plus une forme économique et des pressions de multinationales sur les budgets des Etats, sur les privatisations qui permettent de céder des pans entiers des capacités productives de nos pays (port, containers, l'électricité, l'eau, le transport, etc.).
2. Mme Dlamini Zuma n'a pas pour mission de former une UA anti-occidentale. Personne n'est contre l'Occident au demeurant d'ailleurs. Les pays comme l'Afrique du sud ont toujours préféré se ranger dans le camp des pays non-alignés. Même en tant que membre du G20, l'Afrique du sud ne pèse pas trop lourd face à la Chine ou au Brésil ou la Russie ou l'Inde. La position de l'Afrique du sud a beaucoup varié dans les conflits en Côte d'Ivoire et en Libye.
3. Je suggère de laisser Mme Dlamini Zuma s'installer et on verra ses premières actions. Pour la République démocratique du Congo, elle est déjà active en tentant d'installer une structure de l'UA sur place... mais le vrai problème est qu'il faut une armée de l'Union africaine financée par les Etats-membres. C'est ce genre d'armée qui aurait dû intervenir au Mali pour tenter de stopper



les exactions des islamiques mafieux comme Ansar Dine ou AQMI, l'Al Qu'Aïda du Maghreb. Le rôle de l'Algérie qui ne veut pas de « guerre » est très ambigu surtout qu'AQMI relâche déjà des otages algériens alors que l'on ne parle pas des otages français.

Question 5 - UA - SA : *L'Union Africaine n'a jamais réussi à régler les conflits armés en Afrique sans faire appel à l'Occident ? Il suffit de prendre comme exemple le cas actuel est la crise malienne. L'UA n'a-t-elle pas les moyens nécessaires pour régler d'une indépendante les conflits armés en Afrique ?*

YEA – Réponses :

1. Oui, les chefs d'Etats africains estiment qu'ils ne veulent pas dépenser leur argent pour régler les conflits armés en Afrique. Beaucoup estiment à tort que c'est souvent la faute ou responsabilités des dirigeants occidentaux et qu'ils doivent payer... Pour d'autres, c'est l'occasion de mettre en dehors du pays les potentiels militaires qui pourraient faire un coup d'Etat. Enfin, c'est l'occasion de récupérer de l'argent et des équipements si l'opération se fait sous mandat de l'ONU. Mais en réalité, dans la pratique, les soldats africains sont mal lotis et finissent pas n'être que de simples observateurs quand on ne leur tire pas dessus comme sur des lapins comme ce qui est arrivé en Somalie pour les soldats Rwandais. Pour la Crise malienne, c'est la gestion en isolation du Président Compaoré du Burkina Faso en étroite relation avec Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire qui a créé les tensions au point que le Président Idriss Déby du Tchad rappelle qu'il n'interviendra pas en dehors de l'Union africaine et que le Tchad ne se trouve pas dans la CEDEAO.
2. Bref, il ne faut pas condamner la Commission de l'Union africaine mais bien les dirigeants africains qui ne payent pas pour mettre en œuvre une armée africaine. Les Etats africains ont les moyens pour établir une armée africaine. Plusieurs grands pays africains ne le souhaitent pas et gardent ainsi la main sur la destinée du continent... Et en définitive, beaucoup ne le disent pas tout haut mais tant que le problème ne les touche pas directement et s'il n'y a pas d'argent à gagner, alors chacun joue la montre comme au Mali. Comme la France et l'Union européenne ont de graves problèmes d'endettement et de solvabilité, les pays occidentaux ne veulent plus mettre un « sou » dans les affaires africaines...
3. Alors c'est le statu quo et gentiment, chacun commence par éviter de mettre la pression sur l'Union africaine pour tenter de remonter le problème au niveau de l'ONU. L'ONU n'ayant pas l'argent non plus et s'étant enlisée jusqu'au cou en RDC va jouer la montre aussi. J'en suis attristé pour le Mali. Mais le capitaine Sanogo qui a fait le coup d'Etat, il faut qu'il regroupe son armée pour aller combattre et reconnaisse publiquement qu'il s'est trompé sur le compte du Président Amadou Toumani Touré pour ce qui est de la gestion au nord du Mali.

Question 6 - Togo - SA : *Le Premier Ministre togolais Gilbert Houngbo a démissionné il y a quelques jours. Démission entourée de polémiques et de spéculations au sein de la classe politique. Est-ce que qu'il y a eu des dissensions à la tête de l'Etat ? Enfin, la nomination comme nouveau Premier ministre de Mr Arthème Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu, ex-Ministre en charge du commerce et du secteur privé, peut-il changer la donne au Togo ?*

YEA – Réponses :

1. La démission du Premier Ministre togolais, Gilbert Houngbo est un non-événement. Il aurait dû intervenir depuis au moins les élections de 2010 mais il était là pour servir de fusible si les choses



s'empiraient. Le refus de l'association Collectif Sauvons le Togo de laisser Faure Gnassingbé rouler tout le monde dans la farine en faisant à la dernière minute les élections législatives et communales sans préparation et sans corriger les graves erreurs de la procédure électorales non transparentes, a déstabilisé le système de Faure Gnassingbé et ses alliés au rang desquels l'UFC-AGO, le CPP et d'autres.

2. La nomination comme nouveau Premier ministre de Mr Arthème Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu, ex-Ministre en charge du commerce, est un pari que cela peut temporiser les revendications du Collectif Sauvons le Togo (CST). En effet, Mr Ahoomey-Zunu a été longtemps ami de Mr Zeus Ajavon avant que leur route ne se sépare. Par ailleurs, il serait bien d'avoir le bilan santé de Mr Ahoomey-Zunu car avec une santé qui pourrait s'avérer chancelante, son passage à la tête du gouvernement sonnera comme une transition qui ne dit pas son nom. Enfin, le nouveau premier ministre a été pendant longtemps dans les rangs du parti de Mr Edem Kodjo avant que les relations ne se soient détériorées. Comme tout ce bon monde se retrouve dans les cercles ésotériques où l'on retrouve aussi les militaires togolais cités comme responsables des abus de droits humains par les organisations nationales et internationales de défense des libertés et des droits de l'homme, il sera difficile à Mr Ahoomey-Zunu d'aller à l'encontre des décisions décidées à huis clos dans les cercles ésotériques.
3. Il n'y a en fait pas de véritable volonté de Faure Gnassingbé d'aller à des élections transparentes. Il a besoin seulement de dire qu'il a réussi à ramener à la table de négociation le FRAC (Front républicain pour l'Alliance et le Changement), ce qui n'est pas le cas car les membres de ce parti refusent d'aller dans un gouvernement d'union nationale. Nous au collectif pour la vérité des urnes Diaspora, nous estimons que la technique de Faure Gnassingbé et son entourage de militaires non républicains de mettre la charrue avant les bœufs ne fonctionne plus. En fait, Faure Gnassingbé pourrait accepter de revenir à la Constitution de 1992 et aller à des élections à deux tours si ses mandats présidentiels de 2005 et 2010 sont exclus du comptage. Autrement dit, Faure Gnassingbé se prépare à pour les élections de 2015 et de 2020.
4. Nous avons fait des recommandations notamment que Faure Gnassingbé accepte les revendications de l'ANC et du CST afin de permettre de vraies concertations (je parle de concertation et non de dialogue inclusif comme Faure Gnassingbé). En effet, il faudra que les décisions se prennent sur une base paritaire... et cela doit reposer sur la participation des partis politiques de l'alternance, du Gouvernement, de la société civile et de la Diaspora. La seule discussion qui vaille est les conditions d'organisation du retour de la vérité des urnes notamment en s'alignant sur la constitution de 1992 qui avait prévu la transparence mais le système RPT/UNIR l'a rejetée.
5. Enfin, si le principe d'une série de concertations avec l'ensemble des représentants de la société togolaise doit être accepté par Faure Gnassingbé, la fixation des thèmes et l'agenda doivent être décidés en commun accord et non unilatéralement par Faure Gnassingbé et les services de sécurité qui le soutiennent et défoncent les maisons des dirigeants de l'opposition comme récemment la maison d'Agbéyomé Kodjo (OBUTS) et celle de Jean Pierre Fabre (ANC).

Question 6 – UA et Togo - SA : *Votre mot de fin*

YEA – Réponses :

1. Je souhaite bon vent à la femme sud-africaine qui tient les rênes de l'Union africaine et invite tous les Africains à la soutenir. Mais les Chefs d'Etat africains doivent accepter de voter des



AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE
AFROCENTRICITY THINK TANK

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

financements innovants en prenant un pourcentage sur les importations de biens afin d'assurer un budget opérationnel à l'UA. Les pays riches en pétrole ou matières premières doivent aussi accepter de prendre une part en automatique pour les budgets opérationnels notamment pour la sécurité et la paix.

2. Enfin, pour le Togo, Le gouvernement doit stopper de faire de la dénégation et de la désinformation un style de gouvernement. Avec l'internet, le vrai visage de ce régime, même avec un nouveau Premier ministre, finira par lasser ceux qui continuent à le soutenir à l'international. Comment un gouvernement, avec l'appui du Chef de l'Etat peut-il travestir un rapport d'enquête qu'il a lui demandé aux organisations de la société civile s'occupant des droits humains de réaliser en toute indépendance ? Il faut que la communauté internationale considère que le Togo n'a pas besoin d'aller vers la solution syrienne... Il suffit de faire pression sur le système de Faure Gnassingbé pour qu'il accepte une série de concertations dans un cadre transparent et sécurisé avec tous les acteurs pour fixer sur une feuille de route qui déterminera les modalités de la vérité des urnes. Il faudra nécessairement permettre le contrôle des élections législatives et communales sur une base paritaire. Il ne faut pas grand-chose pour satisfaire les revendications du Collectif Sauvons le Togo. Ne pas le faire relève plus de la méchanceté gratuite.
3. Je vous remercie pour l'invitation et vous félicite encore pour votre courage et perspicacité pour l'avènement de la démocratie au Togo au niveau du continent. Vous êtes un « *vrai panafricain* ». Merci à Kanal K pour l'invitation.